Les Country Traders et l'économie de l'opium

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

L'opium, monnaie de l'archipel

Aucun récit de l'économie d'entrepôt ne peut passer l'opium sous silence. Dans les ports d'Asie du Sud-Est, l'opium indien était à la fois une marchandise, un moyen d'échange et une source de recettes publiques. Les Country Traders, négociants privés britanniques et indiens opérant sous licence de la Compagnie anglaise des Indes orientales, transportaient l'opium de Calcutta et de Bombay vers les ports de l'archipel et les côtes de Chine. À Singapour, des négociants chinois l'achetaient, le reconditionnaient et le redistribuaient vers les ports secondaires, les mines d'étain et les plantations de la région.[1]

L'opium circulait dans l'archipel avec une régularité qui en faisait presque une monnaie. Les marchands l'acceptaient en paiement, car il pouvait se revendre partout et, vu sa valeur au poids, se transportait facilement. Les listes de cargaisons bugis citées plus haut mentionnent l'opium parmi les marchandises qu'ils rapportaient chez eux. Pour les travailleurs des plantations et des mines, en majorité

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

des migrants chinois, l'opium était un bien de consommation dont l'achat absorbait une large part de leur salaire. Les profits de ce commerce revenaient donc aux marchands qui l'approvisionnaient et au gouvernement qui le taxait.

Singapour et le commerce de l'opium avec la Chine

Le plus grand marché de l'opium se trouvait en Chine, où les importations étaient interdites mais où la contrebande prospérait le long des côtes. Les navires des grandes Agency Houses (maisons de commerce et de commission) de Canton, puis de Hong Kong, acheminaient l'opium de l'Inde jusqu'aux navires-entrepôts ancrés au large des côtes chinoises. Singapour n'était pas la route principale de ce commerce, qui allait directement de l'Inde à la Chine. Elle servait toutefois de port d'escale, de station de ravitaillement et de marché pour une partie de la cargaison.[2] L'ouverture des ports issus des traités après 1842 et la fondation de Hong Kong à la même époque confirmèrent cette répartition des rôles. Hong Kong devint le centre du commerce de l'opium avec la Chine, tandis que Singapour restait le centre du réseau de distribution en Asie du Sud-Est.

Recettes et responsabilité

Comme l'a montré le chapitre II, la ferme de l'opium devint la principale source de recettes du gouvernement de Singapour colonial. La ferme était adjugée aux enchères à des syndicats de marchands chinois, qui payaient le gouvernement pour obtenir le droit exclusif de transformer et de vendre l'opium dans l'établissement. Leurs profits contribuèrent à bâtir certaines des plus grandes fortunes chinoises du XIXe siècle. Le contrôle de la ferme donna donc lieu à une concurrence acharnée entre groupes rivaux.[3] Les finances de la colonie, la fortune de ses principaux marchands et le salaire de ses travailleurs étaient ainsi liés par une seule et même marchandise.

Le lecteur d'aujourd'hui considère ce système avec malaise. La prospérité du port franc dépendait en partie d'un commerce qui ruinait la santé de nombre de ses consommateurs et dont la vente en Chine violait le droit chinois. L'historien d'une place financière doit consigner cette dépendance, sans l'excuser ni la condamner de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

manière anachronique. Elle relève de la même catégorie que d'autres épisodes étudiés dans cet ouvrage, du commerce colonial des matières premières à l'utilisation du secret bancaire à des fins d'évasion fiscale au XXe siècle. Chacun montre comment une place financière peut tirer profit d'activités dont la légitimité sera contestée par la suite. Les enseignements en matière de risque de réputation et de conformité, étudiés dans les parties E et H, commencent ici.

Idée reçue

On suppose parfois que la prospérité initiale de Singapour reposait principalement sur le commerce de l'opium avec la Chine. Or la route directe de l'opium allait de l'Inde aux côtes chinoises et, après 1842, passait par Hong Kong. Le rôle de Singapour était avant tout celui d'un centre de distribution régional pour l'Asie du Sud-Est, où l'opium était vendu aux travailleurs et aux marchands chinois dans le cadre d'un système de fermes sous licence. Les recettes de la ferme finançaient une grande partie du gouvernement colonial. Le commerce du port dans son ensemble était bien plus large et englobait les textiles, l'étain, le poivre, le gambier, les produits de la mer et les produits manufacturés.

Notes

1. Sur le rôle de Singapour dans la redistribution de l'opium indien en Asie du Sud-Est, voir Carl A. Trocki, *Opium and Empire: Chinese Society in Colonial Singapore, 1800–1910*, Ithaca, Cornell University Press, 1990, et Carl A. Trocki, *Opium, Empire and the Global Political Economy*, Londres, Routledge, 1999. ↩
2. Sur le rôle secondaire de Singapour dans le commerce de l'opium avec la Chine par rapport à la route directe de l'Inde vers les côtes chinoises, voir Michael Greenberg, *British Trade and the Opening of China 1800–42*, Cambridge, Cambridge University Press, 1951, et Trocki, *Opium and Empire*. ↩
3. Sur les syndicats de la ferme de l'opium et la lutte pour le contrôle des fermes, voir Trocki, *Opium and Empire*, chapitres 4–6. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com